



Extrait du Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

<http://chez-albert.fr/Soir-Rossel-Hersant-Tapie-Belgique.html>

La presse, les impôts et moi et moi et moi

Papiers blancs, papier bleu

- Feuilletons - Sur la piste du Plat pays -



Écrire des articles en Belgique ? En France ? Quand mon choix de métier m'est tombé dessus, un après-midi de cours de français au collège Jean Monnet de Bruxelles, le tiraillement n'a pas été long. Statistiquement, il y a plus de journaux en France. Va pour la France. C'est pourtant à Bruxelles, au service politique de la *Libre Belgique* [1] que j'ai fait mon premier stage. Quinze ans plus tard, c'est un autre groupe de presse belge, Rossel, qui absorbe des journaux français à tour de bras jusqu'à frôler fin 2012 le rachat de *La Provence* et de *Nice Matin*. « *Mieux vaut Tapie qu'un Quatari ou un Belge !* », s'écrie le maire de Marseille Jean-Claude Gaudin à l'issue de l'opération. La presse noir-jaune-rouge est-elle si dangereuse ? Qu'est-elle devenue depuis le temps où j'assistai, dès mon premier jour de stage, à un mouvement de grève des journalistes titulaires pour défendre les pigistes [2] ?

« **UNE RAISON DE L'OUVRIR.** » En attendant dans le hall du *Soir*, à deux pas du palais royal et du consulat de France, je me dis qu'économiquement, au moins, ça a l'air d'aller. Le siège du groupe Rossel est flambant neuf, décoré et aménagé de frais. « *Le Soir : on aura toujours une raison de l'ouvrir* » clame le slogan décliné en poufs, affiches et brochures dans le hall d'entrée. À côté de l'ascenseur, un panneau haut d'un mètre détaille toutes les filiales du groupe : *SudPresse, La Voix du Nord, L'Union de Reims, L'Ardennais, Est Éclair, Libération Champagne...* Membre du comité directeur de l'association des journalistes de Belgique (AGJPB) et délégué du syndicat SETCA au sein de Rossel, Ricardo Gutierrez nous prend une table dans la vaste et lumineuse salle de cantine, au sous-sol. « *Le groupe Rossel affiche une rentabilité brute à deux chiffres, souligne-t-il. Mais au niveau éditorial on est dans une situation impossible : on nous demande de faire plus de qualité avec de moins en moins de monde.* »

En quatre ans, *Le Soir* a perdu 20% de sa rédaction [3]. Rossel développe des synergies entre ses titres belges pour les actualités régionales, avec d'autres titres francophones comme le quotidien suisse *Le Temps* pour mutualiser des correspondants à l'étranger, et bientôt à la fois au plan national et international pour les sports. Les sujets mutualisés posent des problèmes de cohérence en termes de qualité et ligne éditoriale : chaque titre a ses propres centres d'intérêt. Quant aux sujets faits maison « *on a de plus en plus d'articles à écrire chaque jour et de tâches périphériques, cela laisse peu de temps pour creuser*, pointe Ricardo Gutierrez. *Or, combien de papiers ont changé du tout au tout sur un seul coup de fil ? On est davantage sujets à être manipulés, trompés, à ne pas pouvoir montrer les coulisses d'une actualité.* » *Le Soir* n'est dans ce domaine pas un cas isolé. Chaque mois, le comité juridique de l'AGJPB traite au moins un dossier de journaliste licencié. Plan d'économie à la radio-télé publique RTB, à la radio-télé privée RTL, à la Libre... Vieux briscards ou débutants, titulaires ou pigistes, tout le monde est touché.

PAIX ROYALE. Consolation : la liberté éditoriale reste totale au *Soir*. « *Contrairement aux groupes français, les groupes de presse belges sont tous familiaux et mono-activité, ce qui veut dire qu'ils n'ont pas d'intérêt dans d'autres secteurs* », taclait Bernard Marchant, PDG de Rossel, dans une interview au *Monde* après l'échec du rachat de *La Provence*. « *En Belgique il n'y a pas de tradition de patron de presse interventionniste*, confirme Ricardo Gutierrez. *Rossel fout une paix royale à ses rédactions. Ils désignent le directeur de la rédaction mais ne signent pas d'édito, ne font pas pression, n'utilisent pas la presse comme vecteur d'influence. Il font avant tout des affaires, et ils aiment plutôt la controverse.* » Au fur et à mesure de la discussion, la sortie de Jean-Claude Gaudin prend une autre tournure. Avec un Tapie, on peut discuter. Avec un Belge ou un Quatari, c'est moins sûr. À l'été 2012, Rossel et Hersant, propriétaire de *La Provence*, avaient envisagé de créer une entreprise commune. À la fin de l'année, devant l'offre de rachat de Tapie, « *les banques créancières [d'Hersant] nous ont demandé de réactiver notre offre* », selon Bernard Marchant [4] Sentant le panier de crabes, Rossel semble ne pas avoir vraiment appuyé pour racheter *La Provence*. « *Au premier conseil d'entreprise après l'échec de leur offre, c'était pas le traumatisme, se souvient Ricardo Gutierrez. On ne sentait pas une volonté managériale d'aller dans le sud de la France, contrairement à l'est.* »

INNOVATION COMMERCIALE. Malgré tout, Rossel dit « *s'intéresser plus que jamais à la France* » où grâce à la presse quotidienne régionale il réalise 285 millions de ses 550 millions d'euros de chiffre d'affaires. Bonne nouvelle ? Socialement, pas sûr du tout. Les rédactions de la *Voix du Nord* et du *Soir* ont l'an dernier lancé plusieurs actions dont des débrayages pour dénoncer la casse sociale, et réclament la création d'un comité d'entreprise de groupe pour mieux suivre les réorganisations et autres synergies. Commercialement, en revanche, Rossel pourrait amener dans la PQR française une stratégie d'innovation commerciale qui fait souvent défaut. Le groupe a par exemple lancé une offre avec tablette numérique fournie, abonnement web et 3G plus accès à une édition du *Soir* de 17h, 100% sans dépêche d'agence, ainsi qu'aux pdf du journal papier. En deux mois, 1 500 abonnés ont signé.

Mais il est des journaux à l'ancienne qui ont encore plus de succès. Achetable sur papier uniquement, uniquement en Belgique mais destiné aux Français, *JV Magazine*, alias *Juliette et Victor*, se revendique comme le [« magazine de l'exil fiscal »](#) comme l'a surnommé *Le Monde*. Vendu à 4 500 exemplaires tous les deux mois, JV fourmille de conseils financiers mais aussi professionnels, immobiliers, sportifs ou culturels pour ceux qui souhaitent emménager outre-Quévrain. Le tout sur beau papier glacé avec des annonceurs du genre tellement chics qu'il n'y pas besoin de mettre les prix sur leurs publicités. Être journaliste, et en France en plus : en trahissant mon pays natal, aurais-je sans le savoir opté pour la pauvreté éternelle, entre maigre rémunération et insupportable pression fiscale ? Voire.

TRAVAIL SURTAXÉ. Car le système fiscal belge est clairement en défaveur des working poors et des classes moyennes [5]. En Belgique, « *le travail, peu mobile par nature, est surtaxé. Le capital échappe largement voire totalement à l'impôt* » notait *Libération* en décembre 2012, après l'annonce du départ de Depardieu pour la Belgique. Et là encore on ne parle que des personnes physiques : pour les entreprises, c'est encore pire entre le système fiscal très « compétitif » et les possibilités d'évasion fiscale au Luxembourg tout proche et qui présidait jusqu'à récemment l'Eurogroupe chargé de piloter la politique économique de l'UE [6] Avant de redemander la nationalité belge, il faut donc que je fasse fortune. Belgique, pays chéri que j'ai redécouvert ici, je jure de te revenir plus souvent et longtemps. Mais, toujours, je te serai touriste.

FIN

HORS-SÉRIE à suivre sur ce même feuilleton :

- ▶ **Enrico, chanteur prophète**
- ▶ **Générique**
- ▶ [Les Belges à Marseille](#), une émission d'Albert et Radio Grenouille

PROCHAIN FEUILLETON LE 6 MAI : POUCE LEVÉ, MOMENTS EN AUTO-STOP

Photo [Zigazou 76](#), licence CC.

Post-scriptum :

[Les Belges à Marseille, une émission d'Albert et Radio Grenouille](#)

[1] Quotidien d'information générale, libéral et royaliste.

[2] Journalistes indépendants, payés à l'article, très souvent précarisés et utilisés comme bouche-trous par les rédactions.

[3] 120 journalistes avant le plan d'économie, 80 seulement en théorie à la fin 2013.

[4] Interview au Figaro du 23 janvier 2013.

[5] Ces dernières ayant pourtant l'honneur d'avoir dans chaque gouvernement belge un ministère dédié, le ministère « de l'Économie et des classes moyennes ». Pour les riches ou les pauvres, circulez.

[6] Cependant avec la crise économique, les affaires Offshoreleaks et la réforme de l'État qui s'annonce, les partis politiques belges montent au créneau pour une vaste refonte du système fiscal. Le dossier rajoute encore à l'agenda explosif du gouvernement du Premier ministre PS wallon Elio di Rupo.